

Börje Ekholm (Ericsson): "A ce rythme, la Belgique sera l'un des derniers pays à avoir la 5G"

L'Echo – Maxime Samain - 19 février 2020

Börje Ekholm, CEO et grand patron d'Ericsson, l'un des principaux fournisseurs d'infrastructures pour les réseaux 5G dans le monde, était de passage à Bruxelles pour tenter de faire accélérer les discussions sur le sujet. L'occasion de l'interroger sur le blocage belge et le retard européen en la matière.

Pensez-vous que l'Europe a déjà pris trop de retard sur le dossier de la 5G ?

L'Europe était déjà en retard pour la 4G et cela a eu un **impact négatif considérable sur l'innovation locale**. Au moment du lancement de la 4G, c'était la même chose que maintenant avec la 5G. Personne n'était capable de dire qu'elle allait être l'application qui allait en faire une technologie de masse. On ne se doutait pas que cela allait être les applications de déplacements comme Uber ou Lyft. C'est seulement une fois le réseau et l'écosystème créé que l'innovation a lieu. Aujourd'hui, tout se fait depuis le mobile et cette tendance s'est construite sur la performance du réseau 4G. Et qui retrouvez-vous avec des entreprises de pointe dans le domaine? Les États-Unis et la Chine qui étaient les premiers à s'emparer et à déployer la technologie. **L'Europe a raté le coche et possède une seule entreprise technologique de top niveau, c'est Spotify.**

Spotify est une entreprise suédoise et devinez quoi... la Suède était le premier pays européen à avoir un réseau 4G. C'est aussi simple que ça. Le risque que nous avons maintenant en Europe, c'est que cela va affecter directement les entrepreneurs européens. **Le risque est que l'Europe chute en tant que continent.** Avec un déploiement de la 5G si lent, l'économie européenne sera affectée sur le long terme. Il faut se rendre compte que, par exemple, **en Corée du Sud vous avez quasi 6 millions d'utilisateurs de la 5G**, 90% du territoire est couvert et la consommation de data a triplé par rapport à celle observée avec la 4G. On observe que la technologie 5G influence considérablement les comportements des usagers de la technologie. Ils ont déjà un ou deux temps d'avance sur la plupart des pays. Pendant ce temps-là, en Europe, nous sommes toujours en train de nous battre pour des obtentions de fréquences.

Il y a beaucoup d'inquiétudes en Europe concernant les risques pour la santé avec l'introduction de la 5G. Sont-elles fondées selon vous?

Nous devons prendre ces inquiétudes très au sérieux. Nous devons éduquer et informer beaucoup plus les futurs utilisateurs de cette technologie. Une organisation comme l'OMS (Organisation mondiale de la santé, NLDR) a été très claire sur le fait que, pour eux, **ils ne voyaient pas de risque pour la santé en termes de propagation d'ondes**. Je sais que la Belgique, et Bruxelles en particulier, a fixé des limites de normes beaucoup plus strictes que les standards internationaux, ce qui signifie qu'il faudrait installer beaucoup plus d'antennes que prévu pour arriver à couvrir la zone avec les normes d'émissions actuelles. Cela coûterait de l'argent et du temps pour obtenir une bonne couverture. **Je pense qu'il faut se baser sur les recommandations de l'OMS sinon il n'y aura jamais la 5G à Bruxelles.**

Combien de contrats avez-vous déjà signé pour l'installation d'infrastructures 5G? Vous semblez mener la course mondiale face à Huawei et ZTE.

Nous pensons que nous sommes en tête, effectivement. Cela augmente tous les jours, mais à ce stade nous sommes précisément à 81 contrats signés dans le monde. **Nous avons déjà 25 réseaux 5G actifs à travers le monde** et nous sommes à la base des réseaux américain et sud-coréen.

Pouvez-vous nous dire où vous en êtes dans les négociations avec les opérateurs belges?

Je ne peux pas faire de commentaire tant que les négociations sont toujours en cours. Ce que je peux vous dire, c'est que nous investissons beaucoup pour nous assurer de faire partie en bonne position de ce tournant technologique majeur. **Nous avons notamment investi ici en Belgique dans le port d'Anvers pour tester la technologie** et proposer les premières applications business.

Quelle est votre analyse du blocage politique actuel au niveau de l'arrivée de la 5G sur le territoire belge?

Si cela continue comme ça, la Belgique sera l'un des derniers pays au monde à avoir un réseau 5G. Quand on comprend que la 5G est une plateforme pour l'innovation qui va faire évoluer l'ensemble des entreprises dans une nouvelle dimension, à la place des politiciens belges, j'accélérerai sérieusement le mouvement.

Quel sera l'impact économique de cette innovation?

La valeur créée en regard des investissements relativement faibles mis dans le réseau 4G à l'époque est tellement gigantesque. Ici avec la 5G, cet effet de levier sera encore décuplé. Pensez à toutes ces entreprises qui sont devenues des multinationales et qui dépendent du réseau 4G. Les opportunités qui vont se présenter pour les entrepreneurs une fois le réseau opérationnel sont bien au-delà de ce que nous pouvons imaginer

aujourd'hui. **Il faut voir la 5G comme une infrastructure vitale pour un pays, comme le sont les routes ou les ports.**

Imaginez que la situation belge se débloque et que demain vous ayez l'autorisation de déployer un réseau 5G pour l'un des opérateurs du pays. Combien de temps faudra-t-il pour rendre le réseau opérationnel?

Si c'est le cas, nous commençons demain à la première heure. Cela nous prendrait moins d'un an pour que le réseau soit opérationnel.

Avez-vous un message à adresser aux autorités belges concernant ce dossier?

Il faut accorder les fréquences aux opérateurs belges le plus rapidement possible et surtout les accorder gratuitement, **sans faire ce système d'enchère.**

Que reprochez-vous au système d'enchères pour que chaque opérateur puisse obtenir une fréquence à exploiter?

La valeur économique que peut représenter pour le pays le fait d'avoir un réseau 5G est bien supérieure au montant qui sera gagné via les enchères que fait l'État belge. Ce qui arrive quand vous vendez les fréquences au plus haut prix possible, c'est que cela enlève des moyens aux opérateurs pour investir dans l'infrastructure elle-même. D'un point de vue national, **en tant que pays, c'est l'économie du pays qui doit primer.** Ou alors si vous faites des enchères, il faut faire en sorte que l'argent récolté soit réinvesti dans l'infrastructure ou dans un fonds pour les entrepreneurs qui développeront des innovations sur base de cette technologie.